

**Thomas HERRAN**

*Né le 5 juin 1983 à Tarbes (65)*

*Maître de conférences à l'Université de Bordeaux  
Institut de Sciences Criminelles et de la Justice  
4 Rue du Maréchal Joffre  
CS 61752  
33075 Bordeaux Cedex*

*Adresse : [thomas.herran@u-bordeaux.fr](mailto:thomas.herran@u-bordeaux.fr)*

**DOMAINES DE RECHERCHE :**

---

Droit pénal – procédure pénale – droit pénal international et européen – droit de la police — droits fondamentaux.

**FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES :**

---

- 2005 : Licence en droit (Université de Pau et des Pays de l'Adour)
- 2005 : Certificat de sciences criminelles (Université de Pau et des Pays de l'Adour), mention Assez Bien
- 2007 : Master de droit privé et sciences criminelles (Université de Pau et des Pays de l'Adour), mention Bien
- 2012 : Docteur en droit de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Mention très honorable avec les félicitations du jury

Titre de la thèse : « *Essai d'une théorie générale de l'entraide policière internationale* »

Directeur de la recherche : Valérie Malabat

Jury : Pascal Beauvais, Olivier Cahn, Michel Massé, Sébastien Pellé.

Date et lieu de soutenance : 16 novembre 2012, Université de Pau et des Pays de l'Adour

- 2013 : Qualification par le CNU aux fonctions de maître de conférences
- 2018/2021 : Sous-admissibilité au concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur

**POSTES UNIVERSITAIRES :**

---

- 2007– 2010 : Allocation-monitorat à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- 2010 – 2012 : ATER à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- 2012 – 2014 : Chargé d'enseignements vacataire à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- 2013 – 2014 : assistant de recherches au sein du Centre de recherche et d'analyse juridiques – Université de Pau et des Pays de l'Adour
- Depuis 2014 : Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Bordeaux

## ENSEIGNEMENTS PRINCIPAUX ET SPECIALITES :

---

### Cours magistraux :

- Université de Bordeaux :

#### Droit pénal

- **Introduction au droit pénal et aux sciences criminelles**, L1 Droit, IDE de Périgueux, puis Pessac (à partir de 2020) 21h (depuis 2017).
- **Droit pénal spécial**, préparation à distance aux deuxième et troisième concours de l'ENM, IEJ/Université de Bordeaux (2020)
- **Police administrative et droit pénal**, conférence IEJ ENM, 2h (2019)
- **La répression pénale des violations massives des droits de l'Homme**, conférence IEJ EDA/ENM (depuis 2023)
- **Droit pénal européen**, M1 Droit pénal et sciences criminelles (depuis 2020)
- **Droit pénal international**, M1 Droit pénal et sciences criminelles, 35h (2014-2020 ; 2023-2024)
- **Droit pénal international**, M2 droit pénal approfondi, 10h (2020-2024)
- **Droit international pénal**, M2 droit pénal européen et international, 15 heures (depuis 2021)
- **Les procédures de remise**, M2 Droit de l'exécution des peines et droits de l'homme, Agen, 3h (depuis 2014).
- Séminaire sur les « **Infractions transnationales** », M2 droit pénal européen et international, 5 heures (2021-2022 ; 2023-2024)

#### Droit privé

- **Introduction générale au droit**, L1 Économie, 17h30 (2014-2017)
  - **Introduction au droit et grandes notions du droit civil**, L1 AES, IDE de Périgueux, 24h (2018-2019),
  - **Introduction au droit privé**, L1 Droit, IDE de Périgueux, 42h (2018-2023)
  - **Introduction au droit privé**, Capacité en droit, 1<sup>ère</sup> année, 40h (depuis 2024)
  - **Droit des affaires**, L3 Droit, IDE de Périgueux, 35h (2014-2015).
  - **Droit des biens**, L2 Droit, IDE de Périgueux, 30h (2015-2020).
  - **Droit des obligations et des biens**, Capacité en droit 1<sup>ère</sup> année, 30h (2015-2021).
  - **Droit des obligations**, Capacité en droit 2<sup>ème</sup> année, 40h (depuis 2023).
  - **Droit de la responsabilité civile**, L2 AES, 17h30 (2015-2020).
  - **Droit de la responsabilité civile**, L2 Droit, 35h (depuis 2022)
- Université de Bayreuth
    - **Droit de la responsabilité civile**, L2 Droit, Licence Droit Franco-allemand, 14h (2021-2024)
  - Université de Franche Comté
    - **Droit pénal et droits fondamentaux**, M2 protection des droits fondamentaux et des libertés, 15h (2020-2022)
  - Université de Limoges
    - **Application de la loi pénale dans l'espace**, M2 droit pénal international et européen, 20h (2020-2022)

- Université de Pau et des Pays de l'Adour
  - **Fondamentaux de procédure pénale**, DU Droit routier, 8h (depuis 2018)
  - **Droit de l'entraide policière internationale**, M2 Police et sécurité intérieure, 21h (depuis 2016).
  - **Droit européen de la coopération pénale**, 8h (depuis 2021)
  - **Droit du renseignement**, M2 Police et sécurité intérieure, 5h (2021).
- Université de Strasbourg
  - **Coopération policière européenne**, Master 2 Espace de liberté, de sécurité et de justice, 15h (depuis 2021)
- Université de Toulouse 1 Capitole
  - **Droit pénal de l'Union européenne**, M2 Droit pénal et sciences criminelles à distance (depuis 2021)
  - **Droit pénal et CEDH**, M2 Droit pénal et sciences criminelles à distance (Depuis 2021)
- Classe « *prépa talents* » de l'ENM, Bordeaux
  - **Droit pénal général et spécial** (depuis 2019)

### Enseignements/travaux dirigés :

#### Droit pénal

- **Droit pénal général et spécial**, préparation à l'examen d'entrée de l'école d'avocats, IEJ /Université de Bordeaux, 10h (depuis 2014)
- **Droit pénal et procédure pénale**, préparation à la note de synthèse pour les concours des métiers de l'exécution des peines, IEJ /Université de Bordeaux, 2h (depuis 2018)
- **Droit pénal et procédure pénale**, préparation à la dissertation pour les concours de la police nationale, IEJ /Université de Bordeaux (depuis 2021)
- **Droit pénal européen**, M1 droit pénal et sciences criminelles, Université de Bordeaux, 15h (2023-2024)
- **Droit pénal international**, M1 Droit pénal et sciences criminelles, UPPA, 45h (2007-2011)
- **Droit européen des droits de l'homme**, M1 Droit pénal et sciences criminelles, UPPA, 15h (2011-2013)
- **Droit pénal général**, L2 Droit, UPPA, 30h (2007-2008)

#### Droit civil

- **Droit des personnes**, L1 Droit, UPPA, 30h (2013-2014)
- **Droit des contrats**, L2 Droit, UPPA/Université de Bordeaux, 30h (2008-2015)
- **Droit de la responsabilité civile**, L2 Droit, UPPA/Université de Bordeaux, 30h (2008-2015)
- **Droit international privé spécial**, M1 Droit international et M1 Droit privé général, Université de Bordeaux, 30h (2017-2018)
- **Droit des obligations**, capacité 2, 10h (2023-2024)
- **Introduction au droit privé**, capacité 1, 10h (2024-2025)

### Participation à des jurys d'oraux d'entraînement :

- **Participation aux jurys d'entraînement à l'épreuve de l'exposé discussion**, préparation à l'examen d'entrée à l'école d'avocats, IEJ/Université de Bordeaux (depuis 2017)
- **Participation aux jurys d'entraînement à l'épreuve d'entretien individuel**, préparation aux concours de la police nationale (depuis 2021)
- **Participation aux jurys d'entraînement à l'épreuve de mise en situation individuelle**, préparation aux concours de la police nationale (depuis 2021)

### Coordination de projets pédagogiques (M2 Droit pénal européen et international) :

- Procès fictif sur l'affaire Marianne Cohn (3<sup>ème</sup> promotion - 2024)
- Création d'un podcast sur l'affaire Papon sur la base d'un travail d'archive (3<sup>ème</sup> promotion - 2024)

### Formation continue (École nationale de la magistrature)

- Formation annuelle « **Actualité jurisprudentielle nationale et européenne en matière d'entraide judiciaire internationale** » (depuis 2021)

### RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES :

---

- Depuis 2014 : membre du Conseil de l'Institut de sciences criminelles et de la Justice
- De 2016 à 2019 : membre du Conseil de la section Droit privé et sciences criminelles
- De 2019 à 2022 : membre suppléant du Conseil du Département Droit et transformations sociales
- 2019-2021 : membre du conseil pédagogique de l'IEJ de Bordeaux
- Depuis 2021 : directeur-adjoint de l'Institut de sciences criminelles et de la Justice
- Depuis 2021 : membre de la commission scientifique de l'Institut de sciences criminelles et de la Justice

### RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

---

- Depuis 2021 : codirecteur du **Master droit pénal européen et international**, Université de Bordeaux et Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- 2021-2024 : directeur des études de la **préparation aux concours de la Police nationale**, IEJ de Bordeaux.
- Depuis 2024 : codirecteur des études de la **préparation aux Métiers de l'Administration Pénitentiaire et de la Police**, IEJ de Bordeaux.

### PROJETS PEDAGOGIQUES

---

- 2020-2023 : Co-porteur du projet pédagogique « **Concours Claude Lombois** » avec Bernadette Aubert et Catherine Marie, soutenu par la Région Nouvelle Aquitaine. Ce projet associant les universités de la Nouvelle Aquitaine a pour objet l'organisation d'un concours de plaidoirie en droit pénal international à destination des étudiants de Master et un concours d'éloquence à destination de lycéens sur une thématique d'actualité.
- Organisation des concours Claude Lombois à l'Université de Bordeaux : 2020
- Création et organisation du **concours d'éloquence Laborde-Lacoste de l'IEJ** de l'Université de Bordeaux (2019-2021)

- Création d'une **préparation aux concours de la police nationale** au sein de l'IEJ de Bordeaux (ouverture en septembre 2021).
- Refonte et création de la préparation aux **métiers de l'administration pénitentiaire et de la police** avec Virginie Peltier (2024).

## TRAVAUX DE RECHERCHE, PUBLICATIONS, ACTIVITES SCIENTIFIQUES :

### Ouvrages

#### Direction

1. **Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives**, Pedone, 2020.
2. **L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal spécial français**, avec M. Bardet, IFDJ, 2024.

#### Contributions/chapitre dans ouvrages

1. **Code pénal** Lexisnexis, sous la direction scientifique de David Déchenaud, en collaboration avec Marion Lacaze et Anne-Gaëlle Robert, et Guillaume Beaussonie et Cédric Ribeyre, depuis éd. 2020 (en charge du Livre 1, Titres 1 et 2)
2. « **Propos introductifs** », in T. Herran (dir.), *Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives*, Pedone, 2020.
3. « **Le contentieux de l'extradition dans les relations franco-rwandaïses : esquisses d'une politique jurisprudentielle singulière** » in J.-F. Boudet (dir.), *Les dossiers judiciaires relatifs au génocide des tutsi au Rwanda de la France*, L'Harmattan, 2021.
4. « **La distinction entre le pouvoir et la compétence juridictionnels en droit pénal international** », in *Liber Amicorum* en l'hommage de Yannick Capdepon, 2023, pp. 173 et s.
5. « **La double incrimination en droit pénal international : entre faux semblants et lieux communs** », *Mélanges en l'honneur du Professeur Philippe Conte*, 2023, pp. 443-455.
6. « **Propos introductifs** » in M. Bardet et T. Herran (dir.), *L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal spécial français*, IFDJ, 2024, p.
7. « **Le Droit de l'Union européenne en tant que source du droit pénal** » in H. Matsopoulou (dir.), *Lamy droit pénal général*, 2024.
8. « **Article 21** », in S. Fucini, V. Michel (dir.), *Commentaire de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres*, à paraître.
9. « **Article 27** » in S. Fucini, V. Michel (dir.), *Commentaire de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres*, à paraître.
10. « **Article 28** » in S. Fucini, V. Michel (dir.), *Commentaire de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres*, à paraître.

### Articles de doctrine

2013

1. « **La nouvelle compétence française en matière de terrorisme. Réflexions sur l'article 113-13 du Code pénal** », *Dr. Pén.* 2013, ét. n°10, pp. 17-19.
2. « **L'emprise de la Cour européenne des droits de l'homme sur l'entraide répressive internationale** », *RSC* 2013, n°4, pp. 735-758.

2016

3. « **Renseignement et nullité des actes de procédure** », *Gaz. Pal.* 2016, n°3, pp. 78-82.

4. « **La distinction entre police administrative et police judiciaire à l'aune de la loi relative au renseignement** », *Montesquieu Law Review*, mars 2016.

5. « **Le contrôle des perquisitions administratives à l'occasion des procédures judiciaires incidentes à l'état d'urgence** », *Gaz. Pal.* 2016, n°27, pp. 75-79.

2017

6. « **Le droit pénal à l'épreuve du mésusage de la force dans les opérations de maintien de l'ordre** », *Gaz. Pal.* 2017, n°3, pp. 74-76.

7. « **L'impact de la loi relative à la sécurité publique sur la distinction entre la police judiciaire et la police administrative** », *AJ pén.* 2017, pp. 472-474.

2018

8. « **L'oxymore de la prévention réactive à la commission d'une infraction** », *Gaz. Pal.* 2018, n°3, pp. 66-69.

9. « **La Cour pénale internationale entre passé et avenir** », *AJ pén.* 2018, pp. 440 et s.

2019

10. « **Le dystopiste et le professeur de droit** », *Considérant. Revue du droit imaginé* 2019, n°1, pp. 47-67.

11. « **La coopération policière à l'épreuve de la politique pénale européenne** », *APC* 2019, pp. 51-62.

2020

12. « **L'incidence du Brexit sur l'entraide en matière pénale entre le Royaume-Uni et les États membres de l'Union européenne** », *Lexbase pénal*, septembre 2020 (52000 caractères).

2021

13. « **Le fondement de la coopération pénale européenne dans la jurisprudence de la CJUE** », *Dr. pén.* 2021, dossier 2, ét. n°2.

2022

14. « **Les équipes communes d'enquête : un modèle pour la coopération pénale européenne ?** », *Les cahiers de la sécurité et de la justice* 2022, n°55, pp.

15. « **20 ans d'existence du mandat d'arrêt européen** », *Les cahiers de la justice* 2022, pp. 461-476.

2023

16. « **Le Parquet européen** », *Revue de l'Union européenne* 2023, n°672, pp. 537.

2024

17. « **Juger les crimes internationaux des ministres** », *Questions constitutionnelles*, avril 2024.

## Notes de jurisprudence

### Commentaires :

2013

1. « **Le juge européen, le suicide assisté et les obligations positives** », comm. /s CEDH, 19 sept. 2012, *Koch c/ Allemagne*, revue *Droit & Santé*, n°51, jan. 2013, pp. 9-15.

2014

2. « **L'application de la règle *ne bis in idem* suite à une dénonciation aux fins de poursuites : une prise en compte modérée du droit de ne pas être jugé deux fois pour la même infraction** », comm. /s Crim. 23 oct. 2013, *AJ pénal* 2014, n°3, pp. 127-130.

3. « **La répression du génocide rwandais : une histoire sans fin** », comm. /s Cass. Crim., 26 fév. 2014, n° 13-87.888 et n° 13-86.63, *JCP G* 2014, p. 904-907.

2015

4. « **La distinction entre police administrative et police judiciaire à l'épreuve de l'entraide policière internationale** », comm. /s Cass. Crim., 1<sup>er</sup> avril 2015, n°14-87.647, *D.* 2015, pp. 1880-1885.

2017

5. « **Affirmation de la compétence du juge pénal dans le contrôle des perquisitions administratives** », co-écrit avec Marion Lacaze, comm. /s Cass. Crim., 13 décembre 2016, n°16-82.176 et n°16-84.794, *AJ pén.* 2017, pp. 30-34.

6. « **Le contrôle des perquisitions administratives de l'état d'urgence par le juge pénal : acte 2** », co-écrit avec Marion Lacaze, comm. /s Cass. Crim., 28 mars 2017, n° 16-85.073 et n° 16-85.072, *Lexbase Hebdo édition privée* n°697 du 4 mai 2017.

7. « **La consolidation de l'obligation positive de coopération pénale internationale** », comm. /s CEDH, 3<sup>ème</sup> ch., 4 avril 2017, *Guzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie*, req. n°36925/07, *Journal d'actualité des droits européens*, juin 2017.

2018

8. « **Les catégories de la procédure pénale à la lumière de l'entraide policière internationale** », comm. /s Crim. 19 septembre 2017, n°17-82.317, *D.* 2018, pp. 155-159.

2019

9. « **Arrêt ML** », Comm. CJUE, 1<sup>ère</sup> Ch., 25 juillet 2018, *ML*, aff. C 220/18, *RDUE* 2019, n°1, pp. 257-264.

10. « **Arrêt Minister for Justice and Equality c. LM** », Comm. CJUE, Grde Ch., 25 juillet 2018, *Minister for Justice and Equality*, aff. C-216/18, *RDUE* 2019, n°1, pp. 264-270.

11. « **Arrêt RO** », Comm. CJUE, 1<sup>ère</sup> Ch., 19 septembre 2018, *RO*, aff. C-327/18, *RDUE* 2019, n°1, pp. 271-279.

2022

12. « **Mandat d'arrêt européen et droits fondamentaux : la contre-révolution en marche** », comm. Cass. Crim., 10 mai 2022, n° 22-82.379, *D.* 2022, pp. 2147 à 2151.

2023

13. « **« Prendre la partie pour le Tout » : Aristote au secours de la compétence universelle** », comm. Ass. Plén., 12 mai 2023, n° 22-82.468 et 22-80.057, avec A. Gogorza, *Lexbase pénal* 2023.

2024

14. « **L'appréciation des assurances diplomatiques par le juge de l'extradition : précision sur l'office de la chambre de l'instruction** », Cass. crim., 30 janv. 2024, n° 23-83.549, *JCP G* 2024, p. 588.

## Observations :

2009

1. « **(In)Compétence des juridictions répressives françaises et infractions en mer** », zoom. /s C.A. Pau, Ch. corr., 10 sept. 2009, *JCP G.*, 7 déc. 2009, n°50, p. 7.

2010

2. « **L'exonération totale de la responsabilité du transporteur terrestre pour faute de la victime** », zoom. /s C.A. Pau, Ch. civ. 1, 24 août 2010, *JCP G.*, n°52, 27 déc. 2010, p. 2428.

2011

3. « **La subsidiarité de la responsabilité du fournisseur** », zoom. /s C.A. Pau, Ch. civ. 1, 11 oct. 2011, *JCP G.*, 26 déc. 2011, p. 2555.

2013

4. « **L'engagement de la responsabilité civile du jockey à l'égard du parieur** », comm. sous CA Pau, 1ère ch., 18 janvier 2013, *Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées*, 2013, n°1, pp. 200-205.

5. « **Prescription de l'action publique et de la peine en matière d'extradition et principe de spécialité dans le mandat d'arrêt européen** », obs. /s CA Pau, ch. correc., 11 janvier 2013, *Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées* 2013, n°1, pp. 115-119.

2015

6. « **Le refus de la remise pour atteinte disproportionnée au droit au respect à la vie privée et familiale : l'illustration discrète d'une révolution annoncée** », obs. /s Cass. Crim., 5 mai 2015, n°15-82.108, *AJ pén.* 2015, p. 660.

2017

7. « **Le clair-obscur de la subdélégation d'acte d'instruction par un OPJ** », obs. /s Cass. Crim., 6 décembre 2016, n°16-84.451, *AJ pén.* 2017, p. 133.

2018

8. « **Précisions sur la nature de la demande d'extension des effets d'un mandat d'arrêt européen** », obs. /s Crim. 10 janvier 2018, n°17-83.974, *Lexbase pénal*, février 2018.

9. « **Brexit et coopération pénale : l'indifférence de la notification du retrait du Royaume-Uni sur l'exécution du mandat d'arrêt européen émis par les autorités britanniques** », obs. /s CJUE, 19 septembre 2018, aff. C 327/18, *Lexbase pénal*, octobre 2018.

2019

10. « **Du subtil équilibre entre la confiance mutuelle et la protection effective des droits fondamentaux dans la mise en œuvre du mandat d'arrêt européen** », obs. /s Cass. crim., 26 mars 2019, n° 19-81.731, *AJ pénal* 2019, p. 394

11. « **La notion d'autorité judiciaire dans le mandat d'arrêt européen** », obs. /s CJUE, 27 mai 2019, C-508/18 et C-82/19, *AJ pénal* 2019, p. 453.

12. « **Conditions de détention et mandat d'arrêt européen : les dits et non-dits de la Chambre criminelle** », obs. /s CJUE, 24 juillet 2019, n°19-84.068, *Lexbase Pénal*, septembre 2019.

13. « **La validité de la procédure d'émission du mandat d'arrêt européen mise en doute par les juridictions françaises** », obs. /s CA Aix-en-Provence, 15 oct. 2019, n°2019/1986, *Lexbase Pénal*, novembre 2019.

2020

14. « **La neutralisation par accident des incriminations nationales par le droit de l'Union européenne** », obs. /s Cass. crim 5 nov. 2019, n° 18-82.989 et n° 18-80.554., *AJ pénal* 2020, p. 8.

2021

15. « **Le statut de l'immeuble parisien, sis avenue Foch, dans l'affaire des biens mal acquis : regard pénaliste sur la décision de la Cour internationale de justice** », obs. /s CIJ, 11 déc. 2020, *Immunités et procédures pénales (Guinée Equatoriale c. France)*, *Lexbase pénal*, janvier 2021.

16. « **L'extradition d'un citoyen européen vers un Etat tiers : précision de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne** », *AJ pén.* 2021, p. 157.

2022

17. « **L'office du juge de l'exécution du mandat d'arrêt européen : entre rupture et continuité** », obs. /s Cass. Crim. 4 oct. 2022, n°22-85.259, *Lexbase pénal*, décembre 2022.

2023

18. « **La double incrimination dans le mandat d'arrêt européen : la consécration d'une appréciation contextuelle** », obs. /s 29 nov. 2022, *AJ pén.* 2023, p. 42.

2024

19. « **Procédure de remise entre le Royaume-Uni et les États membres de l'UE : un mandat d'arrêt européen qui n'en porte pas le nom ?** », obs. /s 2 mai 2024, *AJ pén.* 2024, p. 398.

### Chroniques/panoramas

- Chronique en droit pénal de l'Union européenne, RPDP

1. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne** », avec François Xavier Roux-Demare, *RPDP* 2017, n°4.

Obs. /s : Directive 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal ; CJUE, 5 déc. 2017, *MAS et MB*, aff. C-42/17 ; CJUE, 29 juin 2017, *Daniel Adam Popławski*, aff. C-579/15, CJUE, 10 août 2017, *Tadas Tupikas*, aff. C-270/17, CJUE, 10 août 2017, *Sławomir Andrzej Zdziaszek*, aff. C-271/17 ; CJUE, 21 sept. 2017, *Trayan Besbkov c. Sofijska rayonna prokuratura*, aff. C-171/16

2. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne** », avec M. François Xavier Roux-Demare, *RPDP* 2018, n°4.

Comm. : Directive 2018/1673 du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal

3. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne** », avec François Xavier Roux-Demare et Blandine Thellier de Poncheville, *RPDP* 2019, n°2.

Comm. : Règlement 2018/1727 du 14 novembre 2018 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust)

4. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne : les procédures nationales d'émission du mandat d'arrêt européen au crible de la Cour de justice de l'Union européenne** », *RPDP* 2019, n°4 :

Obs /s : CJUE, 27 mai 2019, OG et PI, aff. C-508/18 et C-82/19 PPU ; CJUE, 27 mai 2019, PF, aff. C-509/18 ; CJUE, 9 octobre 2019, NJ, aff. C-489/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, JR et

YC aff. C-566/19 PPU et C-626/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, XD, aff. C-625/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, ZB, aff. C-627/19 PPU

5. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne** », *RPDP* 2020, n°2

Obs /s : CJUE, Ord., 24 sept. 2019, Procédure pénale contre QR, Aff. C-467/19 PPU, CJUE, 28 nov. 2019, 28 novembre 2019, Procédure pénale contre DK, aff. C-653/19, CJUE, 19 sept. 2019, EP, aff. C-467/18, CJUE, 3 fév. 2020, Procédure pénale contre TX et UW, C-688/18, CJUE, 5 sept. 2019, Procédure pénale contre AH e.a., C-377/18, CJUE, ord., 28 mai 2020, Procédure pénale contre UL et VM, C-709/18, CJUE, 15 oct. 2019, Dumitru-Tudor Dorobantu, C-128/18, CJUE, 3 mars 2020, X, C-717/18, CJUE, 24 oct. 2019, Ivan Gavanozov, aff. C-324/17.

- Panorama en droit pénal international et européen, Lexbase pénal

6. « **Panorama en droit pénal international et européen** », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2019.

Obs /s : CEDH, 29 janv. 2019, req. n°36925/07, Guzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie ; Cass. crim. 19 février 2019, n° 18-82.495 ; Cass. Crim., 21 nov. 2018, n° 18-86.101 ; Cass. crim. 15 janvier 2019, n°18-86.968 ; Cass. crim. 19 février 2019, n°19-80.513 ; Cass. crim. 26 mars 2019, n° 19-81.731 ; CJUE, 12 fév. 2019, n° C-492/18, *TC* ; CJUE, 6 déc. 2018, n° C 551/18, *IK*.

7. « **Panorama en droit pénal international et européen** », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2020.

Obs /s : Cass. crim., 26 novembre 2019, n° 19-80.274 ; Cass. crim., 27 nov. 2019, n° 19-81.773 ; Cass. crim., 11 déc. 2019, n° 19-81.092 ; CE, 2<sup>ème</sup> ch., 21 oct. 2019, n°427327 ; Cass. crim., 11 déc. 2019, n° 19-80.181 ; Cass. crim., 30 oct. 2019, n° 19-81.575 ; CE, 2<sup>ème</sup> - 7<sup>ème</sup> ch. réun., 31 déc. 2019, n° 426831 ; CE, 2<sup>ème</sup> - 7<sup>ème</sup> ch. r., 11 déc. 2019, n° 424993 ; Cass. crim., 28 janv. 2020, n° 19-86.833 ; Cass. crim., 7 janv. 2020, n° 19-87.741 ; CJUE, 3 mars 2020, C-717/18, X ; Cass. crim., 8 octobre 2019, n° 19-85.819 ; CJUE, 9 octobre 2019, NJ, aff. C-489/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, JR et YC aff. C-566/19 PPU et C-626/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, XD, aff. C-625/19 ; CJUE, 12 décembre 2019, ZB, aff. C-627/19 PPU ; Cass. crim., 7 janv. 2020, n° 19-87.741 ; Cass. crim., 18 déc. 2019, 19-87.333 ; Cass. crim., 26 févr. 2020, n° 20-80.813 ; Cass. crim., 8 janv. 2020, n° 19-80.34.

8. « **Panorama en droit pénal international et européen** », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2021.

Obs. /s : Cass. crim., 2 septembre 2020, n° 18-84.682 ; Cass. crim. 13 janvier 2021, n° 20-80.511 ; Cass. crim., 13 janvier 2021, n° 20-81.359 ; CJUE 24 novembre 2020, aff. C-510/19, AZ ; CJUE, 8 décembre 2020, aff. C-584/19 ; CJUE, 17 décembre 2020, aff. C-354/20 PPU et C-412/20 PPU, L et P ; CJUE, 2 mars 2021, aff. C-746/18, H.K ; CEDH, 25 mars 2021, Req. 40324/16 et 12623/17, Bivolaru et Moldovan c/ France ; Cass. crim., 26 janvier 2021, 21-80.329 ; CJUE, 13 janvier 2021, aff. C-414/20, MM ; CJUE, 10 mars 2021, aff. C-648/20, PI ; Cass. crim., 17 mars 2021, n° 20-84.365 ; Cass. crim., 30 septembre 2020, n° 20-83.181 ; Loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020 relative au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale Spécialisée ; Cass. crim., 14 avril 2021, n° 20-82.529 ; CEDH, GC, 16 février 2021, Req. 4871/16, Hanan c/ Allemagne ; CEDH, 18 février 2021, Req. 60324/15 et 60335/15, PM et FF c/ France ; CEDH, 24 novembre 2020, Req. 31623/17, Bardali c/ Suisse ; CEDH, 19 novembre 2020, Req. 25338/16, Barbotin c/ France ; Cass. crim. 30 mars 2021, n° 21-80.421, F-P ; Cass. crim., 8 juillet 2020, n° 20-81.739 ; CEDH, GC, 22 décembre 2020, Req. 14305/17, Selahattin Demirtaş c/ Turquie ; CEDH, 17 décembre 2020, Req. 61470/15, Sellami c/ France ; CEDH, GC, 22 décembre 2020, Req. 14305/17, Selahattin Demirtaş c/ Turquie (n° 2).

9. « **Panorama en droit pénal international et européen** », *Lexbase pénal*, mai 2022.

Obs. : Cass. crim., 15 septembre 2021, n° 20-85.840 ; Cass. crim., 15 décembre 2021, n° 21-83.161 et 21-83.162 ; Cass. crim., 24 novembre 2021, n° 21-81.344 ; Cass. crim., 8 septembre 2021, n° 19-81.850 ; Cass. crim., 8 juin 2021, n° 20-85.475 ; Cass. crim., 22 septembre 2021, n° 21-84.082 ; Cass. crim., 19 octobre 2021, n° 21-82.230 ; Cass. crim., 15 septembre 2021, n° 20-86.910 ; Loi n° 2021-1729, du 22 décembre 2021, pour la confiance dans l'institution judiciaire ; Cass. crim., 11 août 2021, n° 21-84.361 [1] ; Cass. crim., 30 mars 2022, n° 22-81.656 ; Cons. const., décision n° 2022-989 QPC, du 22 avril 2022 ; Cass. crim., 30 juin 2021, n° 20-84.449 ; Loi n° 2021-1729, du 22 décembre 2021, pour la confiance dans l'institution judiciaire ; CJUE, 5 avril 2022, G.D., C-140/20 ; CEDH, 15 juin 2021, n° 62903/15, GC, Kurt c/ Autriche ; CEDH, 7 avril 2022, n° 10929/19, Landi c/ Italie ; CEDH, 16 décembre 2021, Req. 45397/13, Ivan Karpenko c/ Ukraine ; CEDH, 9 décembre 2021, Req. 56138/16, Jarrand c/ France ; CEDH, 27 janv. 2022, Req. 21119/19, Association des familles des victimes du JOOLA c/ France ; CEDH, 12 octobre 2021, n° 11625 /17, J.C. et autres c/ Belgique ; CEDH, 25 novembre 2021, Req. 10917/15 et 10941/15, Sassi et Benchellali c/ France ; CEDH, 14 avril 2022, Req. 15136/20, Lings c/ Danemark ; CEDH, 2 septembre 2021, Req. 46883/15, ZB c/ France

10. « **Panorama en droit pénal international et européen** », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2023.

Obs. : Cass. crim., 10 janvier 2023, n° 21-85.526 ; Cass. crim., 15 février 2023, n° 22-83.562 ; Recommandation (UE) n° 2022/915 du Conseil, du 9 juin 2022, relative à la coopération opérationnelle des services répressifs ; Règlement (UE) n° 2022/991, du 8 juin 2022, modifiant le Règlement (UE) n° 2016/794 en ce qui concerne la coopération d'Europol avec les parties privées, le traitement de données à caractère personnel par Europol à l'appui d'enquêtes pénales et le rôle d'Europol en matière de recherche et d'innovation ; Cass. crim., 13 décembre 2022, n° 22-81.257 ; Cass. crim., 11 octobre 2022, n° 22-80.120 ; Cass. crim., 13 décembre 2022, n° 22-80.610 ; Cass. crim., 11 octobre 2022, n° 22-80.654 ; Cass. crim., 28 mars 2023, n° 22-84.382 ; Cass. crim., 28 mars 2023, n° 22-84.385, n° 22-84.386, n° 22-84.387, n° 22-84.388, n° 22-84.389, n° 22-84.390, n° 22-84.391, n° 22-84.394 ; Cass. crim., 12 avril 2022, n° 22-80.284 ; Cass. crim., 1er juin 2022, n° 22-81.847 ; Cass. crim., 21 septembre 2022, n° 22-84.087 ; Cass. crim., 21 septembre 2022, n° 22-84.155 ; Cass. crim., 5 janvier 2023, n° 22-81.155 ; Cass. crim., 5 janvier 2023, n° 21-87.017 ; Cass. crim., 15 février 2023, n° 21-87.146 ; Cass. crim., 10 mai 2022, n° 22-82.379 ; CJUE, 31 janvier 2023, aff. C-158/21, Gordi, Puigdemont et alii ; CJUE, 18 avril 2023, aff. C-699/21, EDL ; Cass. crim., 12 juillet 2022, n° 22-83.646 ; CJUE, 7 juillet 2022, aff. C-168/21, KL ; Cass. crim., 29 novembre 2022, n° 20.86-216 ; CJUE, 2 mars 2023, aff. C-16/22, MS ; Règlement (UE) n° 2022/838 du Parlement européen et du Conseil, du 30 mai 2022, modifiant le Règlement (UE) n° 2018/1727 en ce qui concerne la conservation, l'analyse et le stockage par Eurojust des preuves relatives au génocide, aux crimes contre l'humanité, aux crimes de guerre et aux infractions criminelles connexes ; CJUE, 22 novembre 2022, aff. jointes C-37/20 Luxembourg Business Registers et C-601/20, Sovim ; CEDH, 3 novembre 2022, Req. 22854/20, Sanchez-Sanchez c/ RU ; CEDH, 1er décembre 2022, Req. 14260/17, DK c. Italie ; CEDH, 3 novembre 2022, Req. 59227/12, Loste c. France ; CEDH, 30 mars 2023, Req. 71244/17, Diémert c. France ; CEDH, Grde ch., 14 février 2023, Req. 21884/18, Halet c. Luxembourg.

11. « **Panorama en droit pénal international et européen** », *Lexbase pénal*, octobre 2024 (en cours de réalisation).

Chronique « Application du droit de l'Union par les juridictions internes », RSC

12. « **Application du droit de l'Union par les juridictions internes** », RSC 2024, p. 467-474.

Obs. : Cass. crim. 15 nov. 2013, n°22-81.258 ; Cass. Crim., 12 janv. 2024, n°23-87.197 ; Cass. Crim., 31 janv. 2024, n° 24.80-014)

### Fascicules dans des encyclopédies juridiques

1. « **Communications électroniques** », *Jurisclasseur Lois pénales spéciales*, juillet 2018 (actualisation du fascicule créé par Virginie Peltier)
  - « Protection des infrastructures », fasc. 20
  - « Régulation du fonctionnement », fasc. 30
  - « Procédure », fasc. 40
2. « **Conventions universelles répressives** » *Jurisclasseur Droit international*, septembre 2024 (refonte des fascicules créés par André Huet et Renée Koering-Joulin)
  - « Infractions internationales », fasc. 406-10
  - « Infractions transnationales », fasc. 406-20
3. « **Droit pénal international** », *Jurisclasseur droit pénal des affaires* (en préparation)

### Travaux présentés lors de colloques ou de journées d'études :

#### - Travaux n'ayant pas donné lieu à publication :

2011

1. « **Les aspects juridiques de l'intégration européenne : l'exemple du droit pénal** », communication dans le cadre des journées d'étude interdisciplinaires de l'École doctorale ED 481-SSH sur le thème « *Intégrer* », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 7 et 8 avril 2011.

2013

2. « **Le harcèlement... la réponse judiciaire** », communication à l'occasion du colloque « *Le Harcèlement moral. Du traumatisme à la réponse judiciaire* », colloque organisé par l'association Halt'Hamo, Pau, le 26 avril 2013.

2015

3. Animation avec Mme Marion Lacaze d'une conférence-débat sur « **Terrorisme et renseignement : tous surveillés ?** » organisée par le Forum Montesquieu, École nationale de la magistrature Bordeaux, 13 octobre 2015.

2016

4. Participation à la conférence sur « **La loi sur le renseignement : quel équilibre entre sécurité et libertés individuelles** », organisée par le groupe Cycle de conférences du Master 2 Conseil et Contentieux, Université François Rabelais de Tours, 24 mars 2016.

2017

5. « **Police et Justice dans un monde dangereux. La banalisation de l'exception en droit positif** », communication dans le cadre du colloque « *Les ressorts de l'extraordinaire. Juste et police dans la fabrique de l'exception. Perspectives historiques et contemporaines* », organisé par Jean-Christophe Gaven, Université de Toulouse 1 Capitole, 30 et 31 mars 2017.
6. « **Le mandat d'arrêt européen à l'épreuve des droits fondamentaux** », communication dans le cadre des universités européennes d'été sur le thème « *Schengen, Espaces répressifs transnationaux* », organisées par le CRDEI, Université de Bordeaux, 28 septembre 2017.

2018

7. « **Propos introductif** » et présidence d'une demi-journée de la journée d'étude « *Les spécificités du Tribunal spécial pour le Liban* », organisée par les étudiants Master 2 Droit pénal approfondi, Université de Bordeaux, 25 mai 2018.
8. Participation et modération de la table ronde « **Le point de départ d'une mesure de police** », à l'occasion du colloque *La distinction entre polices administrative et judiciaire a-t-elle encore un sens ?* organisé par Delphine Taillandier-Thomas et Benjamin Lavergne, Université de Tours, 19 octobre 2018.
9. « **L'enquête transnationale européenne : de la commission rogatoire internationale à la décision d'enquête européenne** », communication à l'occasion du séminaire *Garantir la protection des droits humains dans les interstices de transnationalité - Réflexions en droit pénal*, organisé par Juliette Lelieur, 30 novembre 2018, Université de Strasbourg.

2023

10. « **La lutte contre les infractions sexuelles commises sur internet : quelle efficacité ?** » à la journée d'études sur *Les infractions sexuelles en question(s) - Retour sur les dernières évolutions législatives et jurisprudentielles*, organisé par Elisa Baron, 28 mars 2023.
11. Participation à la table ronde « **La guerre en Ukraine devant les juges** » dans le cadre des journées d'étude *Russie/Ukraine, la guerre en Europe : répercussions et réactions*, organisées par le CRDEI, 14 septembre 2023, Université de Bordeaux.
12. Présidence d'une demi-journée des universités d'automne de l'ISCJ sur « **Les discours de haine** », organisées par Valérie Malabat, 29 septembre 2023, Université de Bordeaux
13. Participation au panel sur « **Les tensions entre les logiques du droit de la famille et du droit pénal** » dans le cadre du colloque *Violences de genre, violences intrafamiliales : une recherche systémique au service des pratiques*, 19 octobre 2023, organisé par la fédération « citoyens et justice », Paris.
14. Participation à la table ronde « **Les angles morts et contradictions entre droit pénal, droit de la famille et pratiques de soin : quelles solutions possibles ?** », dans le cadre du colloque *Les auteurs de violence contre partenaire intime et leur prise en charge : regards croisés sciences sociales et pratiques professionnelles*, 15 novembre 2023, université de Bordeaux.

2024

15. Animation de la table ronde « **Tribunal médiatique, tribunal judiciaire : interférences et/ou complémentarité ?** », dans le cycle de conférence consacré "Vérité, justice et médias", 26 mars 2024, université de Bordeaux.

#### - Travaux ayant donné lieu à publication :

2011

1. « **L'information génétique familiale** », communication à l'occasion de la première journée d'étude des doctorants du C.R.A.J. relative au « *Projet de réforme des lois de bioéthique* », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 15 avril 2011.  
Publication : in V. Larribau-Terneyre et J.J. Lemouland (dir.), *La révision des lois de bioéthique, Loi n°2011-814 du 7 juillet 2011*, coll. Bibliothèques de Droit, L'Harmattan, 2011, pp. 65-89.

2015

2. « **Le trafic maritime de stupéfiants** », animation d'un atelier dans le cadre des Universités européennes d'été 2015, *L'Union européenne et la mer*, Université de Bordeaux, 22 septembre 2015.  
Publication : in L. Grard (dir.), *La Mer. Droit de l'Union européenne. Droit international*, coll. Droits européens, Pédone, 2018, pp. 235-245.

2016

3. « **Les actions en réparation de la victime d'une infraction internationale** », communication à l'occasion du colloque « *Les actions en matière répressive* », organisé par Marion Lacaze et Julien Lagoutte, Université de Bordeaux, 11 février 2016.

Publication : *RDPD* 2018, n°3, pp. 541-567.

4. « **La politique antiterroriste de l'Union européenne : mythe ou réalité ?** », communication dans le cadre des journées d'étude de droit comparé « *Les politiques antiterroristes en Europe* », organisée par Amane Gogorza et Marion Lacaze, Université de Bordeaux, 12 mai 2016.

Publication : in A. Gogorza et M. Lacaze (dir.), *Les politiques criminelles antiterroristes en Europe*, Les colloques de l'ISCJ n°1, juin 2017, pp. 49-68, publication en ligne (<https://iscj.u-bordeaux.fr/les-politiques-criminelles.html>)

5. « **La distinction entre l'information et le renseignement dans l'espace de liberté de sécurité et de justice. Réflexions sur l'échange de données entre les forces de police** », communication dans le cadre du colloque « *L'échange de données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice* », organisé par Constance Chevallier-Govers, Université de Grenoble, 17 et 18 novembre 2016.

Publication : in C. Chevallier-Govers (dir.), *L'échange de données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice*, Mare et Martin, 2017, pp. 33-50.

2017

6. « **Coopération(s) pénale(s) internationale(s) : diversité ou unité ?** », communication dans le cadre du colloque « *La coopération judiciaire internationale en matière pénale* », organisé par Joana Falxa, Université de Guyane, 23 et 24 octobre 2017.

Publication : in Joana Falxa (dir.), *Coopération judiciaire internationale en matière pénale, France. Brésil, Suriname*, L'Harmattan, Bibliothèques de droit, 2021, pp.

2018

7. « **La distinction entre police judiciaire et police administrative et la simplification de la procédure pénale : quelles perspectives ?** », communication dans le cadre du colloque « *La simplification de la procédure pénale* », organisé par Yan Carpentier et André Giudicelli, Université de Corse Pasquale Paoli, 23 mars 2018.

Publication : *Lexbase pénal*, juillet 2018 ; in Y. Carpentier et A. Giudicelli (dir.), *La simplification de la procédure pénale*, PUAM, 2019, pp. 27-49.

8. « **Les politiques étrangers devant les juridictions pénales françaises** » communication à l'occasion du Congrès des jeunes pénalistes sur « *La politique et le droit pénal* », organisé par Evan Raschel, Université Clermont Auvergne, 28 septembre 2018.

Publication : *Lexbase pénal*, décembre 2018.

9. « **Propos introductifs** », communication au colloque *Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives ?*, 21, 22, 23 novembre 2018, Université de Bordeaux.

Publication : in T. Herran (dir.), *Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives ?*, Pedone, 2020, pp. 9-15.

2019

10. « **La responsabilité collective** », communication avec Mme Isabelle Moulier dans le cadre du colloque « *Les nouvelles formes de criminalité internationale* », organisé par Anne-Laure Chaumette et Raphaële Parizot, Université de Paris Nanterre, 21 mars 2019.

Publication : in A.-L. Chaumette et R. Parizot, *Les nouvelles formes de criminalité internationale* à paraître, éd. Pedone, 2021, pp. 93-116.

11. « **Le contrôle juridictionnel des enquêtes du Parquet européen** », communication au colloque « *La création du Parquet européen, simple évolution ou bien révolution au sein de l'espace judiciaire* »

européen ? » organisé par Constance Chevallier-Govers et Anne Weyemberg, 21 et 22 novembre 2019.

Publication : éd. Larcier, coll. Droit de l'Union européenne, pp. 288-210.

2021

12. « **La justice pénale internationale** », participation à la table ronde « La publicité des procès. Analyses de droit comparé et international », organisée par Marie Nicolas et Evan Raschel, 2 avril 2021, Université de Clermont Auvergne.

Publication : in M. Nicolas-Gréciano et E. Raschel, *La publicité de la justice. Regards en droit interne, européen et international*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2022, pp. 159 et s.

15. « **Propos introductif** », colloque sur l'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal français. L'exemple du droit pénal spécial, 24 septembre 2021, Université de Bordeaux.

Publication :

13. Participation à l'atelier consacré à « **P'entraide pénale en Europe** » au colloque de l'AFDP « Europe(s) et justice pénale », organisé par Jean-Baptiste Perrier, 7 et 8 octobre 2021, Université Aix Marseille.

Publication : in J.B. Perrier, *Europe(s) et justice pénale*, Dalloz, thèmes et commentaires, 2023, pp. 43-58.

14. Intervention sur « **L'intervention d'une autorité étrangère ou internationale sur le territoire d'un État** » à l'occasion du colloque consacré à *Questions contemporaines sur la territorialité du droit pénal*, organisé par Bernadette Aubert et Laurent Desessard, 19 et 20 novembre 2021, Université de Poitiers.

Publication : in B. Aubert et L. Desessard, *Questions contemporaines sur la territorialité du droit pénal*, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2023, pp. 29-46.

2022

16. « **Le droit du renseignement et les personnes détenues** » à l'occasion du colloque *Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire*, le 4 mars 2022, Université de Corte.

Publication : in Y. Carpentier, *Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire*, Lexisnexis 2023, pp. 27-49.

17. « **Le conflit russo-ukrainien face à la justice pénale internationale** » cycle de conférences organisé par Emilie Destombes, Barbara Thibault et Laura Walz, Université de Bordeaux, 2023.

Publication : in [Journal d'Actualité du Droit International et Européen](#), revue en ligne, 2023.

2023

18. « **Quelle coopération ?** », in *Guerre en Ukraine. Quelle responsabilité pénale pour les personnes morales ?*, organisé par Farah Safi, 10 mars 2023, Université Clermont Auvergne.

Publication : in *Annuaire français de justice transitionnelle* 2022, pp. 341-356.

2024

19. « **Harmoniser les droits** » in *Le droit pénal face au changement climatique : l'échelle globale*, organisé par Julien Lagoutte et Romaine Ollard, 22 mars 2024, université de Bordeaux.

Publication : in J. Lagoutte et R. Ollard, *Le droit pénal face au changement climatique*, à paraître.

## RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES :

---

### **Organisation de colloques ou de journées d'études :**

- Membre du comité d'organisation des journées d'études des doctorants en Droit privé de l'UPPA sur « **La réforme des lois de bioéthiques** », 15 avril 2011, UFR DEG, Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- Organisation du colloque international « **Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives de la Cour pénale internationale** », 21, 22 et 23 novembre 2018, Université de Bordeaux.
- Co-organisation d'une journée d'étude, « **L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal français : l'exemple du droit pénal spécial** », avec Marie Bardet, 24 sept. 2021, Université de Bordeaux.
- Organisation de la table ronde « **Tribunal médiatique, tribunal judiciaire : interférences et/ou complémentarité ?** », 26 mars 2024, Université de Bordeaux.
- Co-organisation d'une journée d'étude, « **Les 20 ans d'application du mandat d'arrêt européen** », avec Amane Gogorza, 22 novembre 2024, Université de Bordeaux.

## PARTICIPATION A DES PROJETS DE RECHERCHE

---

- Participation au projet de recherche financé par la mission Droit et Justice sur « *La dimension internationale de la justice pénale* », dirigé par Valérie MALABAT (2009-2011).  
Le rapport est accessible sur le site de la mission Droit et Justice ([http://www.gip-recherche-justice.fr/IMG/pdf/227-RF-Malabat\\_Dimension\\_internationale.pdf](http://www.gip-recherche-justice.fr/IMG/pdf/227-RF-Malabat_Dimension_internationale.pdf))
- Participation au projet de recherche sur « *Les rapports entre le droit de l'Union européenne et le droit du Conseil de l'Europe (hors Convention européenne des droits de l'homme)* », dirigé par Sébastien PLATON (2015).
- Participation au projet de recherche GENVIPART : « *Les dimensions genrées des violences contre les partenaires intimes : comprendre le sens des actes et le sens de la peine pour les auteurs afin de mieux prévenir et réduire ces violences* », sous la direction de Eric Macé, professeur en sociologie (2020-2023).  
Le rapport est accessible sur le site de l'IERDJ : <https://gip-ierdj.fr/fr/publications/dimensions-genrees-violences/>

## DIRECTION DE TRAVAUX DE RECHERCHE :

---

### **Thèses :**

- Abou Thioune, *La justice pénale du terroriste : approche franco-sénégalaise*, en codirection Yaya Bodian, avec depuis 2020.

### **Mémoires de recherche :**

- Master 2 Droit pénal approfondi de l'Université de Bordeaux :

- Margaux Masson, *La guerre en droit pénal* (2015)
  - Charlène Crochet, *La protection des données à caractère personnel et les fichiers de police* (2016)
  - Alice Faustin, *Le territoire en droit pénal* (2017)
  - Marion Dussuchal, *Terrorisme et infractions internationales par nature* (2018)
  - Julien Fernagut, *L'infraction transnationale* (2018)
  - Thibaut Mandin, *Renseignement(s) et procédure pénale* (2019)
  - Manon Busnel, *Les immunités en matière pénale* (2020)
  - Lolita Orgogozo, *L'élément contextuel de l'infraction* (2021)
  - Victoria Brinig, *La responsabilité pénale des personnes morales en droit international pénal* (2021)
  - Camille Ducept, *La notion d'infraction de droit commun* (2022)
  - Mathilde Méoule, *L'influence du parquet européen sur la procédure pénale française* (2022)
  - Quentin Gosset, *L'indivisibilité des infractions* (2023)
  - Victor de Maximy, *La double incrimination dans les procédures de remise* (2023)
  - Emma Gillioz, *Trial by media et droit pénal* (2024)
  - Chloé Masson, *La nationalité en droit pénal international* (2024)
- Master 2 Droit pénal européen et international de l'Université de Bordeaux
    - Méline Dos Santos, *La gravité en droit international pénal* (2022)
    - Eva Saint-Cricq, *Les intérêts de la justice* (2022)
    - Carlotta Ruiz, *La Cour pénale internationale, modèle de justice optimal ?* (2022)
    - Aurélien Grandclerc, *Les tribunaux d'opinion* (2023)
    - Vincent Barraud, *Le principe de solidarité des compétences législative et juridictionnelle* (2024)
    - Adrien Bidet, *Justice pénale internationale et médias* (2025)
    - Chiara Di Tommaso, *La réparation des victimes devant la Cour pénale internationale* (2025)
- Master 2 Exécution des peines et droits de l'homme
    - Louise, Haroutunian, *L'entraide pénale internationale aux fins d'exécution des peines* (2024)
- Master 2 Droit pénal comparé
    - Sarah Gazut, *L'influence de l'instauration du parquet européen sur les procédures pénales française et luxembourgeoise* (2023).
- Master 2 Droit international de l'Université de Bordeaux
    - Armane Escudé, *L'échange transfrontalier de données dans la lutte contre le financement du terrorisme* (2018)
    - Patrick Assi, *La répression internationale du terrorisme* (2019)
    - Fatima Haidara, *L'indépendance de la Cour pénale internationale* (2019)
- Master 2 Protection des droits fondamentaux et des libertés de l'Université de Franche Comté
    - Aminatou Seidou Amadou, *Droit pénal et liberté religieuse* (2021)
    - Juline Borie, *La traite des êtres humains* (2021)
    - Marina Boudesseul, *L'indignité des conditions de détention* (2021)
    - Gauthier Buire, *Les droits fondamentaux à l'épreuve des boîtes sécurisées* (2021)
    - Manel Sebaa, *Le dédoublement du dispositif de lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux* (2021)
    - Célia Genoud, *La fin de vie* (2022)
    - Margaux Giorgio, *Liberté sexuelle et droit pénal* (2022)
    - Marie Hadeou, *La protection pénale des personnes LGBT en France et Côte d'Ivoire* (2022)
    - Alexandre Leygue, *Le maintien de l'ordre et les droits fondamentaux* (2022)

## Directions d'étude et de recherche

- Master droit pénal approfondi
  - *La compétence universelle* (2015)
  - *L'infraction militaire* (2016)
  - *La neutralisation des infractions par le droit européenne* (2022)
  - *Données de connexion et lutte contre la criminalité* (2023)
  - *La compétence universelle des juridictions françaises pour les crimes internationaux* (2023)
  - *Le secret des sources et le droit pénal* (2024)
- Master droit pénal européen et international
  - *L'articulation des compétences juridictionnelles en matière de corruption* (2021)
  - *Les juridictions françaises peuvent-elles exercer leur compétence universelle pour juger des ressortissants syriens pour de crimes de guerre et de crime contre l'humanité ?* (2022)
  - *Faut-il créer une juridiction spéciale pour juger les auteurs du crime d'agression en Ukraine ?* (2023)
  - *L'extradition de Julian Assange est-elle conforme à la Convention européenne des droits de l'Homme ?* (2024)

## PARTICIPATION A DES JURYS DE THESES :

- Membre du jury de soutenance de thèse de M. Altamimi, *La double incrimination en droit pénal international*, sous la direction de Laurent Desessard, Université de Poitiers, 8 janvier 2018 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de Mme N'Gassa, *La responsabilité pénale de l'entreprise multinationale*, sous la direction d'André Giudicelli, Université de La Rochelle, 23 octobre 2020 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de Mme El Zawan, *Les obstacles au jugement des criminels devant la Cour Pénale Internationale*, sous la direction de Charlotte Claverie-Rousset, Université de Bordeaux, 24 novembre 2022 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de Mme Marion Christienne, *La résidence en droit pénal international*, sous la direction de Laurent Desessard, Université de Poitiers, 28 septembre 2023 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse Mme Ikram Chaer, *Complicité et extranéité. Étude comparée en droits français et libanais*, sous la direction de Philippe Conte, 7 décembre 2023 (assesseur).

## PARTICIPATION AUX CONCOURS DE RECRUTEMENT :

- Participation au comité de sélection pour le recrutement de deux maîtres de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Poitiers (2020)
- Participation au comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Poitiers – IUT GEA (2023)
- Participation au comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université Champagne Ardenne (2023)
- Participation au comité de sélection pour le recrutement des ATE, Université de Bordeaux (2024)

## PARTICIPATION A DES JURYS DE CONCOURS ET D'EXAMEN HORS UNIVERSITE

- Examineur spécialisé pour les épreuves orales de droit pénal au concours complémentaire de l'École nationale de la magistrature (2019, 2023)
- Examineur spécialisé adjoint pour l'épreuve de réquisitoire définitif de l'École nationale de la magistrature (2021, 2022)
- Participation à des jurys de soutenance de rapport de stage du DSN :
  - Viviane Giroux, 10 octobre 2022
  - Alexandra Garcia, 26 juin 2023

#### **PRODUITS DE VULGARISATION :**

---

- [« Football Leaks : Rui Pinto peut-il contester le mandat d'arrêt européen ? »](#), Blog Club des juristes, mars 2019
- [« Multiples demandes d'extradition de Julian Assange : que risque le fondateur de Wikileaks ? »](#), Blog Club des juristes, mai 2019
- [« Julian Assange : la bataille autour de son extradition vers les Etats-Unis se poursuit »](#), blog Club des juristes, 21 septembre 2020.
- [« Affaire Assange : refus des juridictions britanniques d'une extradition vers les Etats-Unis »](#), blog Club des juristes, 13 janvier 2021
- [« L'entrée en fonction du Parquet européen, la première autorité judiciaire européenne »](#), blog Club des juristes, juin 2021
- [« Mandat d'arrêt européen contre H. Iquioussen : une procédure aux chances de succès incertaines »](#), blog du Club des juristes, 5 sept. 2022

#### **LANGUES :**

---

- Français : langue maternelle
- Anglais : B1

#### **AUTRES :**

---

**Présidence de jury de baccalauréat :** 2015, 2016, 2017.

**Participation à des comités de suivi de thèse :** 8 CSI par an en moyenne

#### **Participation à des associations savantes**

- Membre de l'association Claude Lombois :
  - Depuis 2015 : Membre
  - 2017-2022 : Vice-président
  - Depuis 2022 : Co-président

#### **Participation à des jurys de concours de plaidoirie et d'éloquence :**

- Membre du jury du concours de plaidoirie Claude Lombois étudiant 2015 (demi-finale), 2016 (Présidence d'un jury des confrontations éliminatoires), 2017 et 2019 (Présidence du jury des demi-finales), 2022 (membre du jury de la finale).
- Membre du jury des concours d'éloquence Lysias Bordeaux : 2015, 2017, 2018, 2019, 2022.